

SARI NUSSEIBEH

**UNE
ALLUMETTE
VAUT-ELLE TOUTE
NOTRE
PHILOSOPHIE ?**

Nouveau regard sur l'avenir de la Palestine

Flammarion

Extrait de la publication

SARI NUSSEIBEH

UNE ALLUMETTE VAUT-ELLE TOUTE NOTRE PHILOSOPHIE ?

Personne n'avait imaginé que l'immolation par le feu d'un inconnu embraserait les peuples arabes, jusqu'à faire tomber des régimes autoritaires. Où se trouvaient alors les intellectuels et les philosophes arabes? Tous morts, au sens propre ou figuré.

Les écoles de pensée arabes ont longtemps cherché une solution en termes de «vérité unique», qu'elle soit rationaliste, islamiste, marxiste, ou autre. Et elles ont échoué, constate Sari Nusseibeh. Il plaide en faveur d'un intellectuel ou d'un philosophe qui soit *au-dedans* et *au-dehors* du système, suffisamment enraciné en lui et suffisamment libre ou indépendant. Ni un «laïc», pour reprendre le terme de Julien Benda, c'est-à-dire un homme du monde séculier; ni un «clerc», si retiré du monde que sa voix ne parvient pas aux laïcs. Il n'existe pas de meilleures leçons à étudier ou à enseigner que celles qui aident chaque citoyen à devenir capable de contribuer à une vie meilleure pour tous.

Ce modèle, Sari Nusseibeh l'applique au conflit israélo-palestinien: laissons de côté les solutions «définitives» et «justes»; cherchons ce qui peut améliorer les conditions de vie ici et maintenant. Qu'Israël octroie aux Palestiniens qui le souhaiteraient un statut de résident leur permettant de travailler, de circuler librement dans le pays et d'accéder aux services publics. Que les Palestiniens renoncent provisoirement à revendiquer des droits politiques en Israël. Construisons d'abord un vivre-ensemble. C'est ce vivre-ensemble qui créera les conditions favorables d'une intelligence politique capable d'inventer l'avenir et d'apporter la paix.

Sari Nusseibeh, né en 1949 à Damas, appartient à une grande famille palestinienne de Jérusalem. Professeur de philosophie arabe médiévale (il a étudié à Oxford puis à Harvard), il préside aujourd'hui l'université Al-Quds, la seule université arabe de Jérusalem. Il est, depuis les années 1980, profondément engagé dans la recherche d'une résolution pacifique du conflit israélo-palestinien. Il est l'auteur de Il était un pays. Une vie en Palestine (Lattès, 2008).

Flammarion

Extrait de la publication

UNE ALLUMETTE VAUT-ELLE
TOUTE NOTRE PHILOSOPHIE ?

DU MÊME AUTEUR

Il était un pays – Une vie en Palestine, Paris, Lattès, 2008

Sari Nusseibeh

UNE ALLUMETTE VAUT-ELLE
TOUTE NOTRE PHILOSOPHIE ?

Nouveau regard
sur l'avenir de la Palestine

Traduit de l'anglais par Agathe Peltreau-Villeneuve

Préface d'Esther Benbassa

La traduction de cet ouvrage a bénéficié
du soutien du Pari(s) du Vivre-Ensemble
(www.parisduvivreensemble.org).

Flammarion

NOTE DE L'ÉDITEUR

Le lecteur trouvera à la fin de l'ouvrage une brève présentation des philosophes et intellectuels du Proche-Orient et du monde arabo-musulman cités par l'auteur (voir p. 115).

© Flammarion, 2012
ISBN : 978-2-0812-8141-7

PRÉFACE

Rencontrer Sari Nusseibeh ne laisse jamais indifférent. La lecture de ses textes non plus. Ils sont d'un sage qui porte en lui l'histoire des Palestiniens, leur lutte pour l'indépendance, jonchée de morts, de larmes et de sang. C'est un homme dont les racines plongent dans cette terre qui ne cessa jamais de changer de propriétaires – Ottomans, Britanniques, Israéliens, sans entrer dans le détail des plus anciens – et dont les habitants arabes ont fini par construire leur identité palestinienne au fil des vicissitudes de l'histoire.

Israéliens et Palestiniens reprennent inlassablement le bilan de leurs propres souffrances. Si celles-ci ne se mesurent pas, elles font toutefois l'objet de toutes les instrumentalisation. Et elles finissent par devenir partie intégrante de l'identité revendiquée de part et d'autre. N'oublions pas que la souffrance est une arme à nulle autre semblable. Une arme d'émotion qu'aucun traité de paix ne peut facilement réduire.

Tout ce qui touche au Moyen-Orient semble lesté de sentiments venus de temps lointains, depuis la naissance même de ces monothéismes exclusifs qui se sont

approprié symboliquement ces terres pour les baliser de leurs monuments et de leurs lieux saints, avec Jérusalem pour capitale. Des lieux saints souvent partagés, mais que chacun revendique comme siens. Ce sont cet exclusivisme et cette charge religieuse qui pèsent de tout leur poids sur ce petit morceau de bout du monde, et qui font couler tant d'encre et de sang.

Aucun conflit n'est semblable à celui qui déchire Palestiniens et Israéliens depuis des décennies. Et aucun n'attire comme lui le regard et l'attention. Au point qu'en cette ère de la fin des idéologies le soutien à la création d'un État palestinien finit par s'ériger en une cause centrale et abstraite, l'une des dernières à défendre avec ardeur, et souvent avec quelque excès de zèle.

D'un côté, beaucoup de Juifs de la diaspora pour qui Israël et sa défense, souvent conduite de manière unilatérale et passionnée, sont un marqueur identitaire. De l'autre, les militants de l'indépendance palestinienne, juste combat s'il en fut, dont certains tombent pourtant dans la radicalité et l'outrance. Dans ce brouhaha, accompagné de poussées de fièvre quasi fanatiques, le débat et le dialogue se font rares, au profit de vociférations qui servent d'ailleurs plus les Israéliens que les Palestiniens. D'autant que les institutions juives de la diaspora ne manquent pas d'user de toute leur influence pour tenter de limiter l'écho des discours qui les gênent.

Et les Palestiniens, dans tout cela ? Ils sont peu nombreux en France et en Europe, et leurs voix ne portent guère.

PRÉFACE

Le conflit s'enlise du côté israélien, non moins du côté palestinien. Le nationalisme israélien est galvanisé par le rappel constant de la souffrance irréparable et inconsolable du génocide et par le rêve biblique de la Terre promise retrouvée. Un rêve entretenu au quotidien par les strates les plus religieuses de la population, et dont l'impact est prolongé par un retour massif à l'orthodoxie religieuse. À ce nationalisme la colonisation des territoires palestiniens offre les racines qui lui manquaient. Les colons s'érigent en armée puissante au service de cette utopie biblicomessianique. Rien ne peut, tout au moins en apparence, la déloger. Elle occupe les territoires.

Les Palestiniens, quant à eux, divisés par tant d'années de conflits internes et externes, à bout de souffle, essaient d'obtenir difficilement quelques avancées sur le terrain des symboles, à défaut d'acquis concrets sanctionnés par des traités. La reconnaissance du peuple palestinien comme membre de l'Unesco, la demande d'adhésion de l'État de Palestine à l'ONU : des symboles forts, certes, face à une occupation galopante, pas symbolique seulement, elle, mais âprement concrète.

À bien observer ces deux nationalismes qui s'entrechoquent et se croisent, on en vient à se demander si ceux-ci ne sont pas irréductiblement et dans leur essence même rétifs à toute solution de paix. Les nationalismes ont été les fléaux de l'Europe, y causant des millions de morts en moins d'un siècle, déchirant le continent avec ses trois grandes guerres, dont les deux dernières furent les plus meurtrières. Comment

espérer la paix là où un nationalisme exclusiviste ne peut que générer la guerre ?

L'État d'Israël n'a pas été fondé à cause du génocide. Si les chevilles ouvrières du sionisme n'avaient pas préparé le terrain sur place dès le XIX^e siècle, il n'aurait jamais vu le jour. Le chemin idéologique le plus court est pourtant de faire remonter sa naissance à cette tragédie. Mais si la Shoah a hâté cette naissance, elle n'en a pas été, loin de là, l'unique moteur. C'est pour éviter qu'une telle catastrophe puisse se reproduire que, selon la doxa habituelle, Juifs et Israéliens auraient besoin d'Israël, terre de refuge. Comme si toutes les guerres et pertes en vies humaines qui ont jalonné l'histoire du pays n'avaient eu d'autre motif qu'une loyauté à l'égard d'Auschwitz et la nécessité d'exorciser les peurs de la destruction, transmises de génération en génération en diaspora.

Dès 1988, pendant la première *intifada*, l'intellectuel et professeur d'université Yehuda Elkana publiait dans le quotidien israélien *Haaretz* un article au titre très significatif : « Éloge de l'oubli », qui choqua beaucoup d'Israéliens. Il y écrivait que les rapports des Israéliens avec les Palestiniens passent par une peur existentielle profonde qui se nourrit d'une interprétation particulière du génocide, selon laquelle le monde entier est contre les Juifs et les Juifs des victimes éternelles. Sans nier l'importance historique de la mémoire collective, il considère que déterminer sa relation au présent et modeler son avenir en se référant aux seuls enseignements du passé constitue une catastrophe pour une société qui voudrait vivre dans

la paix et le calme. Selon Elkana, il est interdit de donner au passé le droit et le pouvoir de décider de l'avenir d'une société ou de la destinée d'un peuple. D'autres intellectuels israéliens, comme Idith Zertal et Avrom Burg, défenseurs, chacun à sa manière, de la cause palestinienne, reprendront le flambeau.

Le pire est que la mémoire et l'identité palestiniennes sont également construites sur la tragédie. La défaite palestinienne consécutive à la guerre d'Indépendance de 1947-1948 et l'expulsion qui s'est ensuivie en sont les événements fondateurs. On décèlera sans peine un parallélisme dans la construction des représentations relatives d'une part à la Shoah et d'autre part à la tragédie palestinienne, tant dans la terminologie employée que dans le discours tenu. Dans les années 1980-1990, comme en Israël, une « culture de la victimité » s'est érigée en composante structurante de l'identité ethnique et nationale des Palestiniens, celle des Juifs ayant servi de paradigme.

Comment partager une terre avec en arrière-fond une souffrance qui, elle, résiste à la raison ? Au-delà du rôle des institutions, des puissances occidentales, du grand frère américain, ce sont ces plaies béantes qui s'invitent à la table des négociations. Ce sont elles qui font échouer, surtout lorsqu'elles sont instrumentalisées par les politiques, toute avancée sur le chemin de la paix.

Peut-être est-il justement temps que des voix sages, façonnées sur place, sur ces terres d'extrémismes, bousculent les « vérités » toutes faites qu'on nous sert comme alibis. Les obstacles existent et ils sont

nombreux, mais ce ne sont pas les militants de la cause palestinienne, hors du champ de bataille, qui peuvent régler ce genre de questions. Ils sont indispensables pour apporter leur soutien, mais ils ne sont pas là pour aggraver encore davantage un climat lourd de tensions et d'incompréhensions. Une voix sage comme celle de Sari Nusseibeh, enfant des lieux, philosophe de surcroît, et non moins un politique, est plus que jamais précieuse.

Le Moyen-Orient n'est pas une région de liberté et de paix, mais une terre où les dieux de différentes religions sont entrés en concurrence pour se faire une place. Les religions ne sont pas seulement les messagères de la paix, mais aussi les causes des guerres sanglantes qui les ont opposées au cours des siècles. Les religions, les cultures, les terres parlent la langue de celles et de ceux qui s'y sont succédé pour y imposer leur suprématie. Aujourd'hui encore, les religions ont le vent en poupe aussi bien du côté palestinien que du côté israélien. Ce ne sont pourtant pas elles qui se livrent ici directement bataille, mais les nationalismes qui se parent de leurs atours, pour étouffer toute parole de liberté et d'action sincère.

Sari Nusseibeh, ancien conseiller de Yasser Arafat, homme cultivé, à la croisée des savoirs occidentaux et locaux, a décidé de cesser la guerre contre Israël – j'entends la guerre impitoyable – pour utiliser les mots, ceux qui ne tuent pas mais qui rapprochent. C'est ainsi qu'il a été l'initiateur en 2003 de l'élaboration d'une pétition, « La voix du peuple », avec Ami Ayalon, l'ancien chef du Shin Beth, organisme

qui s'occupe en Israël de la sécurité intérieure. Ce texte, qui a rassemblé des milliers de signatures aussi bien chez les Israéliens que chez les Palestiniens, appelait à la fin du conflit et à la solution de deux États.

C'est le même homme, encore aujourd'hui président de l'université arabe Al-Quds, de Jérusalem-Est, qui, dans un article du journal *Le Monde*, le 13 octobre 2010, écrivait : « Personnellement, je ne veux pas d'État. S'ils [les Israéliens] veulent être en charge de tout et qu'ils m'offrent les services que procure un État, cela me va. Ce que je veux, ce que veulent les Palestiniens, c'est vivre une vie décente. » Et il ajoutait : « Nous ne demanderons ni à être élus, ni à devenir ministres, ni à voter. »

Difficile de savoir si une telle proposition reflète effectivement les attentes de l'opinion palestinienne en général. D'autant qu'elle évoque moins l'option de l'État binational – dans lequel les Palestiniens auraient à exercer pleinement leurs droits de citoyens – que la condition qui était celle, hier, des chrétiens et des juifs en terre d'islam, la *dhimma*, et qui en faisait des sujets de seconde zone. Reste que, devant l'échec probable des négociations israélo-palestiniennes, on peut comprendre que certains Palestiniens se résolvent à vivre dans un « État juif », pourvu qu'ils puissent y travailler, y circuler librement et mettre fin à la précarité généralisée de leur situation présente.

Qui connaît bien Israël le sait, le conflit, dès qu'il y a baisse du nombre des actes terroristes, y préoccupe

peu de monde. Tout y concourt : droitisation de la société, triomphe d'un nationalisme fanfaron et arrogant, disparition progressive du Palestinien de l'imaginaire de l'Israélien moyen (et de son quotidien depuis l'existence du mur), une prospérité économique, certes très inégalement répartie, mais qui crève les yeux dans les grandes villes. Même à Jérusalem, où l'on s'amuse, consomme et vit à grande vitesse, tandis que, côté arabe, c'est un rythme bien différent qui s'impose, sans parler du reste de la Cisjordanie ou de Gaza. Comment espérer une évolution du gouvernement israélien sur la question palestinienne, quand on sait que l'opinion publique, dans sa grande majorité, le soutient ?

Dans l'impasse où se trouvent les Palestiniens, et dès lors que la perspective de la création d'un État palestinien viable s'éloigne, même un statut de sujet de seconde zone se révèle ainsi, aux yeux de personnalités comme Sari Nusseibeh, préférable à un maintien du statu quo. La crainte d'une montée en puissance de l'islamisme radical et d'une extension du modèle gazaoui à d'autres secteurs de la Palestine pèse là aussi sans doute de tout son poids. Cette sorte de citoyenneté entre parenthèses est-elle une solution ? Pourquoi, en effet, ne pas réfléchir à des formules intermédiaires, utopiques, sans doute, mais guère plus – et peut-être moins – que quelques autres ?

Ce livre est né des conférences que son auteur a données en langue anglaise en février 2011, à l'invitation des chaires de pensée juive médiévale et d'histoire du judaïsme moderne, à l'École pratique des

hautes études, en Sorbonne. Un mois de plaisir à discuter avec cet homme qui aime les mots, la pensée, le dialogue. Notre désespoir était partagé, mais nous continuions pourtant à chercher des solutions. Là où les nationalismes avaient échoué, peut-être y aurait-il d'autres chemins pour arriver à la paix. En comparant nos utopies, nous avons trouvé que nous les partageons.

Elles sont peut-être encore lointaines, mais pourquoi n'émergeraient-elles pas comme des possibilités concrètes et praticables, le moment venu, comme l'histoire nous l'a enseigné depuis longtemps ? Pourquoi ne pas penser à une forme fédérale pour régler le problème de la paix ? En échappant à l'étau des nationalismes, au projet binational peu pragmatique, pourquoi ne pas rêver d'un fédéralisme associant des unités autonomes (Palestine, Gaza et Israël), ou mieux, d'une confédération plus large encore s'étendant à toute la région, et réunissant plusieurs États indépendants, contribuant ensemble à la création d'un Moyen-Orient à la fois prospère et démocratique ? Rien de tout cela n'est *a priori* impossible, puisque tout ce qui a été tenté jusque-là n'a abouti qu'à l'impasse.

Page après page, puisant aux sources d'une réflexion philosophique ancienne et ininterrompue, pour oublier le bruit des tanks et la vue des armes, Sari Nusseibeh redescend lentement le cours du temps pour en arriver au conflit israélo-palestinien et déborder sur les printemps arabes. Là où l'humain a abdiqué pour le politique, prenons le temps de savourer les

UNE ALLUMETTE VAUT-ELLE TOUTE NOTRE PHILOSOPHIE ?

paroles d'un humaniste décidé à résister au « mal » qui ronge la région. Il était temps de les faire partager à toutes celles et à tous ceux qui sont encore capables de dépasser les passions nationalistes et les partis pris pour prendre du recul et mieux entendre la voix de cet homme de là-bas... qui a des choses à nous dire.

Esther BENBASSA

Les révolutions qui ont balayé le monde arabe n'ont pas été initiées par des philosophes. Du moins pas par des professionnels du domaine. Elles ont été inspirées par une jeune génération engagée. Ses motivations reposent sur des valeurs que tout philosophe consciencieux serait honoré de faire siennes : la liberté, la dignité, la justice. Autant d'idées qu'on retrouve dans les manuels scolaires enseignant aux écoliers tout ce que l'humanité a de beau et de singulier. Ces idées, sans doute les jeunes révolutionnaires de Tunisie, d'Égypte, du Yémen et d'ailleurs les ont-ils conservées tout près de leur cœur. Ou peut-être étaient-elles déjà là, gravées en eux, composantes naturelles de leurs cœurs, au même titre que les veines et les artères. Quoiqu'il en soit, ce ne sont ni les systèmes de pensée idéologiques ni les ouvrages et cours de philosophie universitaires, aussi inspirants soient-ils, qui ont déclenché l'incendie. C'est une simple, une véritable allumette. Et elle a mis le feu à l'Afrique du Nord, cette région du monde musulman où, quelques mois auparavant

seulement, Mohamed Abed Al-Jabri, le grand philosophe progressiste marocain qui a continûment appelé à la libération de l'esprit arabe, était porté en terre discrètement, sans cérémonie, pour ainsi dire invisible aux yeux des masses qu'il souhaitait réveiller. L'homme et ses écrits ont-ils eu, par le fruit du hasard, quelque influence inconsciente sur les événements qui se sont produits ensuite ? Al-Jabri a-t-il eu pour rôle d'éduquer, plutôt que d'être un leader révolutionnaire ? Ou la philosophie et les philosophes n'ont-ils aucune pertinence pour le monde arabo-musulman ? En ont-ils jamais eu ?

Dans l'introduction à la deuxième édition de son ouvrage sur la philosophie et les philosophes de la période islamique – où il s'attache particulièrement à opposer ce qu'il considère comme la philosophie contre-productive de « l'Orient » Avicenne et la philosophie assurément rationaliste du Nord-Africain Averroès¹ –,

1. Mohamed Abed Al-Jabri (M.'Â. Al-Jâbirî), *Nahnu wa'l-turâth : qirâ'ât mu'âsira fî turâthinâ al-falsafî*, Casablanca, Centre culturel arabe, 5^e éd., 1986.

La première école de pensée rationaliste du monde musulman s'inspirait de la logique et des travaux scientifiques d'Aristote. Au Moyen-Âge, cette école compta divers philosophes dont le plus illustre est Al-Fârâbî (872-950). Le monde musulman fut ensuite marqué par une autre figure philosophique, celle d'Avicenne (980-1037), lui aussi grand commentateur d'Aristote mais qui s'en démarqua sur plusieurs points essentiels. Il s'appliqua notamment à « dévaluer » sa logique d'acquisition de la connaissance en démontrant les faiblesses intrinsèques et il défendit ce qui fut considéré comme une approche plus mystique (par conséquent non rationaliste) d'acquisition et de définition de la connaissance. Averroès (1126-1198), fervent

Al-Jabri réaffirme son opinion bien connue : même si l'on peut débattre en termes généraux de la question de savoir si la philosophie est véritablement une discipline épistémologique ou un simple instrument idéologique, dans le cas particulier du monde musulman cette question est immédiatement résolue du fait que ceux qui exerçaient la philosophie l'ont toujours utilisée de façon éhontée pour défendre telle ou telle version de leurs croyances religieuses. En d'autres termes, elle n'y est pas une discipline intellectuelle de recherche de la vérité – comme elle l'était par exemple, on est en droit de le penser, pour les premiers maîtres grecs réputés en avoir été les initiateurs.

Comme nous le verrons, Al-Jabri ne se contente pas d'observer que cette situation de la philosophie dans le monde islamique est telle qu'il la décrit. Il est convaincu, d'une part, que cette caractéristique n'est pas réservée aux premières philosophies islamiques, mais propre à toutes les philosophies, et d'autre part que *c'est ainsi que cela doit être*. Reste la question plus

aristotélien, critiqua très vivement les points de vue d'Avicenne et l'accusa d'avoir déformé la philosophie du « Maître ».

C'est un fait que dans le monde musulman « oriental » la philosophie, tendue vers le non-rationalisme, est devenue plus religieuse que séculière. Ce n'est que dans le monde musulman « occidental », en Afrique du Nord et en Espagne, que l'aristotélisme perdura quelque temps. Al-Jabri eut pour projet de relancer cette doctrine qu'il considérait comme plus rationaliste et laïque (donc averroïste) que l'école avicennienne dont il ne faisait pas grand cas.

pertinente de savoir à quel rôle spécifique, ou à quelles fins, la philosophie devrait être utilisée. Dans le cas d'Al-Jabri, et peut-être aussi de manière plus générale dans celui du monde arabe, la « fin » est clairement arabe, ou à orientation islamique ou arabe ; ou encore liée à l'idée de libérer le monde arabe, l'esprit arabe, du joug de l'hégémonie impérialiste.

Au vu de l'extraordinaire soulèvement populaire dont nous avons été témoins en Tunisie, déclenché par l'immolation par le feu d'un miséreux – Mohammed Bouazizi, un vendeur de rue parmi tant d'autres, jusqu'alors invisible –, peut-être devrions-nous aussi nous demander si la philosophie et les philosophes sont, ou ont jamais été, d'une utilité idéologique quelconque dans le monde musulman. En effet, la vie et la mort de grandes figures comme Al-Jabri semblent avoir bien moins contribué à la transformation sociale en Afrique du Nord que ne l'ont fait la douleur amère de la pauvreté, l'indifférence cruelle des autorités, et l'indignation et la révolte spontanées du peuple tunisien qui en ont découlé. Certains seront même tentés de nous demander si une simple allumette ne vaut pas toute notre philosophie.

Si l'on pense à Mohammed Bouazizi, la réponse, mesurée en termes strictement politiques, risque fort d'être « oui ». Cela signifie-t-il pour autant que les philosophes n'ont rien à voir avec leurs sociétés ?

Outre le célèbre Averroès, l'Afrique du Nord musulmane d'Al-Jabri s'est enorgueillie d'autres grandes figures philosophiques, tel Ibn Baja (Avempace en latin) dont l'ouvrage « politique » le plus important,

TABLE

<i>Préface</i>	7
Chapitre 1	17
Chapitre 2	41
Chapitre 3	65
Chapitre 4	83
Chapitre 5	103
<i>Notices biographiques</i>	115

Composition et mise en page



N° d'édition : L.01EHBN000496.N001
Dépôt légal : janvier 2012